

FRABOULET Delphine

De: Laurent Silvestri <lsilvestri@openip.fr>
Envoyé: vendredi 27 septembre 2019 15:59
À: thd
Cc: Maud Lilbert
Objet: [OpenIP] Réponse à consultation publique

S.1 Quelle est votre appréciation de l'évolution de la demande des entreprises concernant les accès redondés et les implications éventuelles sur la demande en garanties de temps de rétablissement que vous identifiez ?

Les GTR sont des dispositifs assurantiels dont les pénalités sont trop rarement suffisantes pour inciter les opérateurs d'infrastructure à respecter les délais et disponibilités promis. Elles ne sont en aucun cas en mesure de couvrir les pertes d'exploitation d'une entreprise numérisée causée par un incident même bref.

De ce fait, il existe une forte appétence pour les offres de redondance, qui sont malheureusement complexe à offrir.

D'une part, la sécurisation d'un lien fixe par un autre requiert de pouvoir s'assurer de la diversité des tracés, des points d'agrégation et des réseaux de collecte. Les seules offres d'infrastructure disponibles à ces conditions sont hors de portée économique de la majeure partie des entreprises.

D'autre part, le recours aux réseaux mobile n'est possible, à des conditions techniques acceptables, que pour opérateurs mobiles verticalement intégrés, faute de capacité de collecte routable (livraison reposant sur des modalités techniques proches des liens fixes, type L2TP/IP) disponible sur le marché de gros.

S.3 Quelle est votre appréciation de l'impact à court, moyen et long terme du développement de la 5G sur le marché fixe s'agissant de besoins spécifiques des entreprises ?

Nous appelons de nos vœux que la 5G soit l'occasion pour les MNO et MVNE de développer des modalités de collectes acceptables et que ces réseaux offrent des performances suffisantes à la redondance d'accès FTTH ou FTTE, indispensable pour le marché B2B étant donné leur fragilité par conception.

S.4 Quelles évolutions de la régulation seraient susceptibles, selon vous, de contribuer à diminuer les barrières existantes au changement d'opérateur ?

L'ARCEP n'a que peu de leviers disponibles contre les pratiques commerciales et contractuelles discutables de certains acteurs.

En revanche, nous pensons que la généralisation des ciseaux tarifaires entre les offres de détail et offres de gros proposées par les acteurs verticalement intégrés pourrait être limitée par l'encadrement des tarifs des offres de gros desdits acteurs au motif principal que le cadre réglementaire de la BLOM protège l'oligopole préalablement établi par celle du dégroupage.

A.1-1 Avez-vous des observations sur l'analyse de l'Arcep concernant la situation sur le réseau de boucle locale de cuivre, et en particulier sur la nécessité du maintien d'une qualité de service adéquate sur le réseau cuivre dans un contexte de baisse du nombre d'accès et de migration vers les réseaux en fibre optique ?

Il apparaît comme indispensable de maintenir la plus haute qualité de service possible sur les réseaux cuivre tant que les réseaux fibre et mobiles ne sont pas accessibles via des offres de collecte active équivalentes, tant sur le plan des modalités techniques que tarifaires.

Dès que ces carences seront comblées, il semble plausible que les lignes cuivre desservant une clientèle éligible simultanément à la BLOM et à la 4G puissent être abandonnées.

**A.1-2 Que pensez-vous du projet de l'Arcep de venir préciser des seuils chiffrés de qualité de service concernant l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès déjà imposée à Orange sur ses offres de gros d'accès généralistes sur la boucle locale de cuivre (dégrouper et offres activées sans GTR) ?
Avez-vous des suggestions concernant les indicateurs et seuils chiffrés qui pourraient être imposés à Orange dans le cadre du nouveau cycle d'analyse de marché ?**

Les critères proposés sont insuffisants car ils ne tiennent pas compte du service rendu. Il serait judicieux de tenir compte des réalités opérationnelles du terrain, comme les défauts ponctuels non-francs répétés, tels que les pertes de synchronisation ou de débit sur des lignes aériennes lors d'épisodes pluvieux et/ou venteux, ou encore des coupures saisonnières en zone agricole ou de chasse faute de protection ou rehausse suffisante des câbles.

A.1-3 Pensez-vous qu'il soit pertinent que les seuils chiffrés de qualité de service évoqué en question précédentes ne s'appliquent pas pour les lignes ou dans les zones concernées par une fermeture commerciale ?

Il ne peut être sérieusement envisagé d'abandonner les obligations portant sur le réseau cuivre que lorsque les réseaux fibres et mobiles seront accessibles à des modalités comparables.

A.1-4 Pensez-vous qu'il soit pertinent que les indicateurs mentionnés en question A.1-2 soient observés et restitués sur une maille géographique infranationale ? Le cas échéant, pour quelles raisons et quelle serait la maille géographique idoine à retenir ?

Considérer une maille, quelle qu'en soit la taille, revient à abandonner la notion de service universel, c'est à dire à considérer qu'on peut laisser 6% à 12% des utilisateurs sans aucun moyen d'accès, et qu'en cas de panne seuls 60 à 70% pourraient éventuellement être réparés dans des délais acceptables.

Ainsi, il semble bien plus pertinent d'établir des obligations à l'adresse.

A.2-20 Le dispositif actuel vous semble-t-il suffisant pour les différents cas d'usage de raccordement de nouveaux locaux à la boucle locale (cuivre ou fibre) ? Dans le cas contraire :

Le dispositif actuel ne permet aujourd'hui de traiter que les cas où Orange est l'opérateur d'infrastructure. Il devrait être gérée de façon globale et distribuer les requêtes à tous les opérateurs d'infrastructures présents sur la zone concernée, essentiellement en zone RIP FTTH.

Dans le cadre de locaux professionnels ou publics, tous les opérateurs de BLOD ayant déclaré leur présence à l'échelle d'une commune doivent aussi être notifiés de chaque demande de raccordement d'un local neuf ou rénové.

À des fins d'anticipation, et donc d'optimisation des coûts et délais de raccordement, il serait par ailleurs souhaitable que la notification ait lieu au moment de l'octroi d'un permis de construire, et soient donc effectuées sous la responsabilité des collectivités, tout comme la synchronisation des travaux de génie civil afin de mutualiser les tranchées nécessaires aux raccordements aux autres réseaux.

Nous attirons toutefois l'attention du régulateur que de telles notifications, lorsqu'adressées à un opérateur verticalement intégré, doivent s'accompagner d'un encadrement de l'éventuelle prospection commerciale associée.

B.3-1

- a. Quelles difficultés d'exploitation observez-vous ou rencontrez-vous sur les réseaux FttH pour lesquels vous êtes opérateur commercial ?**
- b. Quelle est votre évaluation du niveau de criticité de ces difficultés sur les réseaux FttH, et le cas échéant, êtes-vous en mesure de fournir les indicateurs correspondants ?**
- c. Que pensez-vous des solutions qui sont aujourd'hui mises en œuvre pour assurer la qualité de service en exploitation ?**
- d. Quelles solutions complémentaires pourraient ou devraient être mises en œuvre par les opérateurs (d'infrastructure ou commerciaux) pour remédier à ces difficultés ?**

a) Ne pouvant être OC sur un parc suffisamment large, faute d'offre de collecte activée décente (voire légale, vu le ciseau tarifaire), nos retours d'expérience portent sur des anomalies que nous espérons non significatives.

La plupart portent sur la saturation des coupleurs de certains OI, dont les ST débranchent des clients en production pour raccorder les nouveaux. Des retours que nous avons pu obtenir, cela semble être majoritairement le cas en ZMD Orange, où SFR et Bouygues peinent à obtenir la mise à disposition de LFO NRO-PM dans des délais acceptables.

Nous souffrons, de fait, de certains cas où des clients en production sur du FTTH "pro" sont décâblés pour faire place à de nouveaux abonnés, et dont la réparation prend trop souvent plus d'une semaine, généralement au détriment du parc GP de l'opérateur d'infrastructure verticalement intégré.

b) La criticité est au plus haut niveau car les offres "avec GTR" n'apportent aucune disponibilité supplémentaire aux offres retail, invalidant toute justification de leur survalorisation, et que les dommages (en perte d'exploitation) sont incommensurables eu égard aux pénalités collectables - qu'il s'agisse de liens FTTH ou FTTE, tous deux rendus dangereux par la régulation des PMZ.

c) Aucune initiative récente n'apporte la moindre avancée sur la sécurisation de quelconque lien brassé en PMZ ou PMI. La BLOM est aujourd'hui à risque, car les délais de rétablissements sont impossibles à maîtriser et que les occurrences d'anomalies sont plus élevées que sur le cuivre d'au moins un ordre de magnitude.

d) L'imposition d'une traçabilité totale (photos à l'appui) à leurs sous-traitants permettrait aux OI le strict minimum de maîtrise requis. La transmission de toutes les infos de jarretière aux collecteurs (en actif) semble nécessaire vu la latence d'intervention des sous-traitants des OI actuels.

B.3-3 Comment assurer, selon vous, un haut niveau de résilience sur les réseaux FttH ? Les acteurs sont invités à indiquer les mesures qui leur semblent pertinentes afin d'assurer une résilience suffisante de l'infrastructure.

En l'état actuel de la régulation des infrastructures de BLOM, la question B.3-2 a peu de sens. La quantité d'intervenants mal qualifiés et non objectivés sur la qualité font que les PMZ sont un élément de faiblesse majeur.

L'absence totale de traçabilité aggrave le problème en incitant les intervenants à créer des dysfonctionnements pour être, plus tard, payés pour les résoudre.

L'effacement des PM* est la cible, hors celle-ci ne saurait, en l'état, se faire qu'au seul profit du "propriétaire" présumé des fourreaux - ni déclarés ni payés pour leurs occupations - consolidant encore plus un monopole sur la boucle locale.

De fait, la situation est actuellement inextricable sans que l'ARCEP ne se saisisse au titre du respect pur et simple du CPCE, ce qui n'a visiblement jamais été envisagé en 22 ans. Des changements significatifs sont aujourd'hui indispensables.

Laurent Silvestri

Président

☎ 09 70 71 10 70

✉ lsilvestri@openip.fr

📍 37/39, rue de Neuilly, 92110 Clichy

🌐 www.openip.fr / www.my.openip.fr



Nous recrutons !

DÉCOUVREZ NOS OFFRES D'EMPLOI